

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
RELATIF À LA RÉAFFECTATION DU RÉSERVOIR N°21 DU DÉPÔT DE
SAINT-JEAN-DE-BRAYE EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ DÉPÔTS DE PÉTROLE D'ORLÉANS**

**La Préfète du Loiret
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite
Chevalier de l'ordre des Arts et des Lettres**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-14, L. 511-1, L. 515-15 à L. 515-25, L. 515-32, R. 122-2, R. 122-3, R. 181-45, R. 181-46 et R. 515-39 à R. 515-49 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2015 autorisant la société des Dépôts de Pétrole d'Orléans (DPO) à poursuivre l'exploitation de son établissement sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-DE-BRAYE (mise à jour administrative et actualisation des prescriptions) et donnant acte de l'étude de dangers ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2017 approuvant le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) lié aux installations exploitées par la société Dépôts de Pétrole d'Orléans (DPO) sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Braye (45) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2018 imposant à la société des Dépôts de Pétrole d'Orléans la mise en œuvre des mesures supplémentaires de prévention des risques pour l'établissement qu'elle exploite sur la commune de SAINT-JEAN-DE-BRAYE ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 février 2021 modifiant les dispositions relatives au stockage enterré d'éthanol exploité par la société Dépôts de Pétrole d'Orléans (DPO) sur le territoire de la commune de Saint-Jean-de-Braye ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORÉ, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le courrier du 20 septembre 2021 par lequel la société DÉPÔTS DE PÉTROLE D'ORLÉANS sollicite, au titre du R. 181-45 du code de l'environnement, la modification de la prescription 4.1 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2018 applicable à l'établissement, relative au volume de la sous-cuvette 21-23 ;

Vu les compléments apportés par la société DÉPÔTS DE PÉTROLE D'ORLÉANS à sa demande par courriel du 16 août 2025 ;

Vu le porter à connaissance de la société DÉPÔTS DE PÉTROLE D'ORLÉANS déposé 13 mai 2025 auprès de la préfecture du Loiret, au titre de l'article L.181-14 du code de l'environnement, relatif au projet de réaffectation du réservoir n°21 en essence SP95, au sein de la cuvette n°2 du dépôt de Saint-Jean-de-Braye ;

Vu la demande de compléments au porter-à-connaissance réalisée le 4 juillet 2025 par l'inspection des installations classées ;

Vu les compléments au porter-à-connaissance transmis par DPO les 5 septembre 2025, 13 octobre 2025, 22 octobre 2025 et 1^{er} décembre 2025 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées du 24 décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant par courrier du 6 janvier 2026 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant par courrier du 28 janvier 2026 ;

Considérant la progression nationale du marché des essences et la diminution de la consommation de distillats (gazoles et fioul) ;

Considérant la progression locale importante de la demande d'essence depuis 2019 ;

Considérant que les capacités de stockage en essences du dépôt pétrolier de Saint-Jean-de-Braye ne sont plus en phase avec les rotations de stocks et les cycles de réapprovisionnement par pipeline ;

Considérant la difficulté, pour DPO Saint-Jean-de-Braye, à satisfaire en essence SP95 ses clients situés dans sa zone d'approvisionnement ;

Considérant la compensation du déficit par des approvisionnements en région parisienne et en Indre-et-Loire, générant des transports de matières dangereuses par route ;

Considérant le projet de réaffectation du réservoir n°21 en essence SP95, en remplacement du fioul, du dépôt de pétrole d'Orléans à Saint-Jean-de-Braye ;

Considérant que le réservoir n°21 était affecté, jusqu'en 2010, en essence et est donc apte techniquement à en recevoir de nouveau sans modification importante ;

Considérant que ce projet n'a pas d'impact sur le classement ICPE du site de Saint-Jean-de-Braye ;

Considérant que le projet a des impacts faibles sur l'environnement, avec une augmentation estimée des émissions de Composés Organiques Volatils à hauteur de +2 % par rapport aux moyennes d'émission entre 2019 et 2024 ;

Considérant que pour ne pas générer de zones d'effets plus grandes que celles définies dans le PPRT, la sonde de niveau haut du réservoir 21 doit être calibrée de manière à ce que le volume maximal de stockage du réservoir soit limité à 7 610 m³ ;

Considérant que le projet ne prévoit pas de modification au titre de la rubrique 1434-2 relative au fonctionnement des postes de chargement camions (PCC) du dépôt ;

Considérant que ce projet n'augmente pas les zones d'effet des risques à l'extérieur du site et est donc conforme au PPRT existant ;

Considérant que ces modifications peuvent de fait être considérées comme notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant les relevés altimétriques réalisés sur la cuvette II consécutifs aux travaux menés dans le cadre des mesures supplémentaires de maîtrise des risques à la source, transmises par DPO Saint-Jean de Braye, qui statuent sur un plan de débordement en sous-cuvette 22 à une cote de 108,78 mNGF ;

Considérant en conséquence que ces relevés justifient de la capacité de rétention de la sous-cuvette 21-23 pour contenir l'ensemble du volume du bac 23 au premier niveau de sécurité (sonde de niveau haut) ;

Considérant que la modification de la prescription 4.1 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2018 ne constitue pas une modification substantielle ;

Considérant en conséquence qu'il y a lieu de mettre à jour par voie d'arrêté préfectoral les dispositions associées à la mise en œuvre du projet et ce en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Loiret,

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La décision implicite de refus, née le 21 janvier 2022, sur la demande d'adapter les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 juillet 2018, est retirée.

La société des Dépôts de Pétrole d'Orléans (DPO), dont le siège social est situé 76 rue d'Amsterdam 75009 PARIS, est tenue de respecter, pour l'établissement qu'elle exploite au 133 avenue Denis Papin sur le territoire de la commune de SAINT-JEAN-DE-BRAYE (45800), les prescriptions complémentaires imposées par le présent arrêté.

Article 2 - INFORMATIONS SENSIBLES – NON COMMUNICABLES

CONFIDENTIEL

Article 3 - Dispositions relatives au volume de stockage du réservoir n°21

Afin d'être compatible avec le PPRT de DPO Saint-Jean de Braye, le volume maximal de stockage du réservoir 21 est limité à la capacité maximale de la sous-rétention 21 - 23. La sonde de Niveau Haut est calibrée en conséquence, afin qu'une perte de confinement du réservoir soit totalement contenue dans la sous-rétention 21 - 23, rendant impossible une surverse vers la sous-rétention du réservoir 22, permettant ainsi d'exclure le scénario UVCE de la cuvette 2.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées tout élément permettant de justifier du respect de cette disposition, et en particulier le dernier certificat de jaugeage du bac 21.

Article 4 - Volume de la rétention contenant les réservoirs n°21 et n°23

Les dispositions de l'article 4-1 « Volume » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juillet 2018 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015, le réservoir 23 est associé à une capacité utile de rétention spécifique contenant les réservoirs n°21 et n°23 et dont le volume permet de contenir 100 % du volume du bac 23 au premier niveau de sécurité (sonde de niveau haut). ».

Article 5 - Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire du Loiret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **12 MARS 2026**

**Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général**



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, et des négociations internationales sur le climat et la nature - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

